

Bidonvilles de migrants Roms

A Ris-Orangis comme ailleurs il est possible de sortir du cercle infernal de la violence, contre des enfants et leurs parents

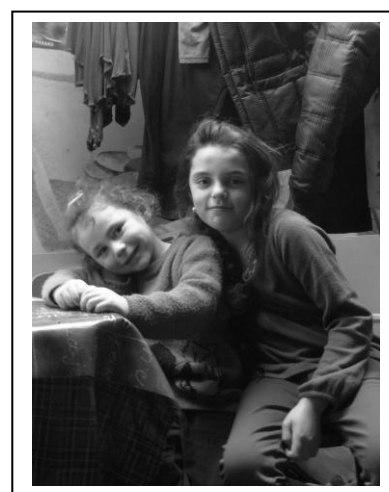
Lisez-nous, rencontrons-nous

Madame, Monsieur,

Vous savez que des bidonvilles sont apparus sur la commune. Ils sont bâtis par des familles Roumaines. Leur présence provoque des interrogations, en tout cas ne laisse pas indifférent.

Ces migrants sont sédentaires, et pour la plus grande majorité ils sont en France depuis plusieurs années, plusieurs décennies même. Ils errent de terrain en terrain au rythme de violentes expulsions, reviennent parfois sur les mêmes lieux. La misère et l'instabilité sont constantes pour ces familles.

Entretenir ce cycle, singulièrement inhumain, revient à nier nos valeurs républicaines, et les Droits élémentaires, français et européens.



On attend naturellement de responsables publics qu'ils agissent pour des solutions durables, respectueuses des droits de l'homme et des enfants. Et l'on sait bien que ça ne peut être que l'affaire des maires.



Ce n'est pas encore l'école, mais eux, sont déjà prêts

Mais les maires ne peuvent se contenter de déplorer que l'Union européenne, le gouvernement, le Parlement, les Régions, les Départements et les Agglomérations ne fassent rien. A fortiori lorsque ce sont des responsables de la même couleur qu'eux qui sont à leur tête.

Et s'il est difficile de faire bouger tout cela, ne pas le tenter et s'en prendre pour finir aux plus démunis comme peuvent l'être les Roms et leurs enfants, ce n'est pas acceptable.

Rien n'empêche une localité de faire preuve d'humanité. Rien ne l'autorise à ne pas respecter l'obligation de scolariser les enfants et de ramasser les ordures ménagères.

Un projet expérimental a commencé pour construire une autre sortie que celle de l'expulsion brutale, reproduite sans fin

C'est une grande responsabilité collective de ne pas réagir face à cet écroulement dans le pire. Souvenons-nous de ce qui s'est passé dans les années cinquante - soixante avec les bidonvilles à la périphérie de Paris : leur disparition n'a jamais été obtenue par l'indifférence, le déni du Droit, le harcèlement, l'expulsion, l'empêchement de l'obtention des droits minimaux. Nous avons à nous inspirer de notre histoire pour trouver quel sens donner à notre présent et à nos actes.

Aujourd'hui, la situation à Ris est propice à une entente collective. A l'initiative de l'Association de Solidarité en Essonne aux Familles Roms et Roumaines (ASEFRR) et avec le concours de l'Association PEROU, il s'est en effet monté un projet original, soutenu par la Fondation Abbé Pierre, dont les habitants peuvent être fiers : voyant les familles acculées à cette misère et son déni, un collectif de citoyens Rissois, voisins, riverains du bidonville de la RN7, s'est constitué avec des associations et des organisations sociales, caritatives, humanitaires, toutes très riches d'expériences. En quelques mois ce lieu est devenu un véritable projet citoyen et associatif d'assainissement, de socialisation et d'intégration (ambassade du Pérou, toilettes sèches, ramassage des ordures, vaccinations, suivis administratifs, multiplication des liens sociaux,...). Ce collectif veut montrer que ces familles souhaitent et peuvent s'intégrer à la société française. Face aux clivages idéologiques, politiques, économiques, il y a la possibilité d'être assez créatif collectivement pour que l'objectif affiché par ces familles de sortir des bidonvilles soit réaliste. Il est hors de question de pérenniser ce bidonville et la misère ; l'objectif du collectif est sa disparition mais, pour une fois, par des réponses humaines durables. Le travail en est engagé. Pourquoi en refuser la poursuite ?



Le courage et la volonté de ces familles sont des atouts pour cela :

1) Elles veulent obtenir la scolarisation des enfants et des adolescents - nombreux à être nés en France. (La proposition actuelle d'ouvrir une « classe » pour les enfants roms, dans une salle municipale à l'écart de l'école élémentaire et des autres élèves s'apparente à de la discrimination et n'est pas acceptable dans notre pays.)

2) Elles veulent obtenir le droit de travailler pour pouvoir accéder à de vrais logements dans toutes les communes.

3) Elles veulent obtenir les droits urgents, qui sont des obligations impératives pour les Institutions Républicaines, concernant l'accès à l'eau, à l'hygiène et à la sécurité des personnes dans le bidonville.

Les Elus locaux peuvent jouer un rôle positif dont ils pourront être fiers : tolérer la conduite de cette expérimentation, l'accompagner, la soutenir, alors qu'elle pourrait servir de modèle à de nombreux autres sites en Essonne et en France.

Nous appelons donc à votre participation, et à cet engagement citoyen dont on sait la puissance lorsqu'il se met en œuvre. Cette œuvre, c'est la lutte si ancienne contre la misère physique et psychique, dont le remède est d'abord... la solidarité.

Association de Solidarité en Essonne aux Familles Roms et Roumaines, Association PEROU,
Collectif de Rissois Solidaires - Contact : etrehumain2013@laposte.net